



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2014	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	7
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	11
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	15
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	19

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs d'activités : la télédiffusion et production, les magazines et les services cinématographiques et audiovisuels. En télédiffusion et production, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter huit services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du premier trimestre 2015 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars 2015 et 2014 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2014, de même qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2015.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Au début de l'exercice 2015, la Société a revu ses secteurs d'activités afin de mieux refléter l'évolution de ses opérations et de sa structure de gestion suite à l'acquisition de la quasi-totalité des actifs de Vision Globale A.R. Itée (« Vision Globale ») le 30 décembre 2014. Ainsi, un nouveau secteur a été créé, soit le secteur des services cinématographiques et audiovisuels.

Les activités de la Société se composent dorénavant des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion et production** inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale, de doublage, d'éditions sur mesure et de services prémédia de TVA Accès inc. et les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur magazines** inclut les activités de TVA Publications inc. et de Les Publications Charron & Cie inc., qui se spécialisent dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels** inclut les activités de services de location de studios et d'équipements, ainsi que les services de postproduction et effets visuels de Montréal Studios et Équipements s.e.n.c. (« Montréal Studios et Équipements ») depuis le 30 décembre 2014.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2014

- Le 12 avril 2015, TVA Publications inc. a finalisé une transaction impliquant l'acquisition de 14 magazines, dont quatre magazines qui seront détenus et opérés en partenariat, de trois sites web et des contrats relatifs à l'édition sur mesure appartenant à Transcontinental inc. Cette transaction, d'un montant de 55,5 millions de dollars, avait été annoncée le 17 novembre 2014 et a reçu, par la suite, l'autorisation du Bureau de la concurrence le 2 mars 2015. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise d'investir dans la production et la diffusion de contenus de divertissement et d'information de grande qualité, riches et diversifiés.
- Le 20 mars 2015, la Société a complété une offre de droits de souscription auprès de ses actionnaires, en vertu de laquelle elle a reçu un produit brut total de 110 millions de dollars suite à l'émission de 19 434 629 actions classe B sans droit de vote. La Société a affecté le produit de cette offre de droits au remboursement intégral des montants dus aux termes d'une facilité de crédit de 100 millions de dollars consentie par QMI.
- Le 13 février 2015, Corporation Sun Média a annoncé la cessation des activités de SUN News, société dans laquelle Groupe TVA détient une participation de 49 %.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation de la perte d'exploitation ajustée avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1**Conciliation de la perte d'exploitation ajustée présentée dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2015	2014
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e) :		
Télédiffusion et production	(8 483) \$	(8 211) \$
Magazines	938	2 186
Services cinématographiques et audiovisuels	(146)	-
	(7 691)	(6 025)
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	6 808	5 384
Charges financières	1 935	1 120
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	407	-
Recouvrement d'impôts	(5 982)	(4 147)
Part de la perte dans les entreprises associées	3 852	1 781
Perte nette attribuable aux actionnaires	(14 711) \$	(10 163) \$

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**Comparaison des premiers trimestres 2015 et 2014**

Produits d'exploitation de 126 514 000 \$, en hausse de 21 193 000 \$ (20,1 %).

- Hausse de 14 078 000 \$ (15,5 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à la croissance importante des revenus provenant de « TVA Sports ». Cette hausse a été compensée en partie par la baisse de 6,0 % des revenus provenant du Réseau TVA.
- Baisse de 1 682 000 \$ (-11,1 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à la baisse de 14,6 % des revenus en kiosque et à la baisse de 13,5 % des revenus publicitaires.
- Hausse de 9 084 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, due à l'acquisition de la quasi-totalité des actifs de Vision Globale le 30 décembre 2014 (« l'acquisition de VG »).

Tableau 2
Produits d'exploitation

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2015	2014
Télédiffusion et production	105 014	\$ 90 936 \$
Magazines	13 456	15 138
Services cinématographiques et audiovisuels	9 084	-
Éléments intersectoriels	(1 040)	(753)
	126 514	\$ 105 321 \$

Perte d'exploitation ajustée de 7 691 000 \$, soit un écart défavorable de 1 666 000 \$ (-27,7 %).

- Écart défavorable de 272 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de la perte d'exploitation ajustée de 128,9 % provenant de la chaîne « TVA Sports », compensée en partie par le Réseau TVA qui est passé d'une perte d'exploitation ajustée à un bénéfice d'exploitation ajusté.
- Écart défavorable de 1 248 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à la baisse des revenus d'exploitation qui a été supérieure aux réductions de dépenses.
- Écart défavorable de 146 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, directement attribuable à la perte d'exploitation réalisée au niveau des activités intégrées dans le cadre de l'acquisition de VG.

Tableau 3
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2015	2014
Télédiffusion et production	(8 483)	\$ (8 211) \$
Magazines	938	2 186
Services cinématographiques et audiovisuels	(146)	-
	(7 691)	\$ (6 025) \$

Perte nette attribuable aux actionnaires de 14 711 000 \$ (-0,57 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 10 163 000 \$ (-0,43 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2014.

- Cet écart défavorable de 4 548 000 \$ (-0,14 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté de 1 666 000 \$;

- l'écart défavorable de 2 071 000 \$ au niveau de la participation dans les entreprises associées;
- l'écart défavorable de 1 424 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement;
- l'écart défavorable de 815 000 \$ au niveau des charges financières;
- l'écart défavorable de 407 000 \$ au niveau des autres éléments;

partiellement compensés par :

- l'écart favorable de 1 835 000 \$ au niveau de la dépense d'impôts.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 25 693 000 pour le trimestre terminé le 31 mars 2015 et de 23 771 000 pour le trimestre correspondant de 2014. Cette augmentation de la moyenne pondérée d'actions diluée en circulation découle de l'émission de 19 434 629 actions classe B le 20 mars 2015 dans le cadre de la clôture d'une offre de droits de souscription aux actionnaires existants.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 6 808 000 \$, soit une hausse de 1 424 000 \$ principalement attribuable à l'amortissement des immobilisations acquises de Vision Globale.

Charges financières de 1 935 000 \$, soit une hausse de 815 000 \$ qui s'explique essentiellement par la comptabilisation des charges d'intérêts reliées à la facilité de crédit de 100 000 000 \$ consentie par QMI.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 407 000 \$ pour le premier trimestre de 2015 comparativement à une charge nulle pour la période correspondante de 2014.

- Au cours du premier trimestre 2015, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 245 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que des honoraires professionnels de 162 000 \$ relativement à l'acquisition de VG et à l'entente intervenue en novembre 2014 avec Transcontinental inc. visant l'acquisition de magazines.

Recouvrement d'impôts de 5 982 000 \$ (taux effectif de 35,5 %) au premier trimestre 2015 comparativement à un recouvrement de 4 147 000 \$ (taux effectif de 33,1 %) pour la même période de 2014.

- Au premier trimestre 2015, la hausse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période.
- Au premier trimestre 2014, la hausse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période. De plus, à la lumière des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société a réduit ses passifs d'impôts différés de 329 000 \$. En excluant cette dernière économie fiscale, le taux effectif de l'exercice 2014 aurait été de 30,5 %.

Part de la perte dans les entreprises associées de 3 852 000 \$ au premier trimestre 2015, comparativement à une perte de 1 781 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2014, soit un écart défavorable de 2 071 000 \$. Au 31 mars 2015, la part de la perte dans Sun News inclut l'ensemble des coûts reliés à la cessation de ses activités.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion et production

Comparaison des premiers trimestres 2015 et 2014

Produits d'exploitation de 105 014 000 \$, soit une augmentation de 14 078 000 \$ (15,5 %), principalement attribuable à :

- la hausse des revenus d'abonnement reliés à « TVA Sports » qui ont plus que quadruplé;
- la hausse de 6,1 % des revenus d'abonnement pour l'ensemble des autres services spécialisés dont les chaînes « MOI&cie », « Casa » et « addikTV » qui ont connu des croissances respectives de 29,8 %, 15,6 % et 12,9 %;
- la progression des revenus publicitaires de « TVA Sports » de plusieurs millions de dollars;

compensées en partie par :

- la baisse de 6,0 % des revenus du Réseau TVA provenant des éléments suivants :
 - une diminution de 4,0 % des revenus publicitaires;
 - une baisse des revenus provenant des droits de retransmission de signaux éloignés suite à une baisse de la part des redevances revenant à la Société;
 - la baisse des revenus provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale compte tenu de l'abolition de cette subvention depuis septembre 2014;
- la baisse de 7,8 % des revenus publicitaires des services spécialisés autres que « TVA Sports ».

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2015, Groupe TVA a connu une croissance de ses parts de marché qui ont progressé de 32,8 parts à 34,6 parts (+1,8 part).

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 10,4 parts pour le premier trimestre 2015 comparativement à 8,6 parts pour la même période de 2014 (+1,8 part). La chaîne « TVA Sports » se démarque avec une croissance de 1,0 part. Avec ses 3,3 parts, la chaîne d'information en continue « LCN » a également accru son avance sur son principal concurrent « RDI » qui a terminé le premier trimestre avec 2,8 parts.

Le Réseau TVA demeure en tête des stations généralistes avec 24,2 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 20 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le premier trimestre 2015, dont *La Voix* qui s'est particulièrement démarquée en se retrouvant en première position avec un auditoire dépassant les 2,7 millions de téléspectateurs.

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Hiver 2015 vs 2014			
	2015	2014	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	24,2	24,2	-
SRC	13,5	15,5	- 2,0
V	7,8	7,9	-0,1
	45,5	47,6	-2,1
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	10,4	8,6	+ 1,8
Bell Média	17,6	17,6	-
Corus	6,7	6,8	- 0,1
SRC	4,3	4,5	-0,2
Autres	7,8	7,4	+0,4
	46,8	44,9	+ 1,9
Total chaînes anglophones et autres :	7,7	7,5	+ 0,2
Groupe TVA	34,6	32,8	+1,8

Source : Sondages BBM. Québec franco, 1^{er} janvier au 31 mars 2015, l-d, 2h-2h, t2+.

Charges d'exploitation de 113 497 000 \$, soit une hausse de 14 350 000 \$ (14,5 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :
 - la hausse de 258,4 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » découlant d'investissements accrus en programmation, notamment avec la diffusion des matchs de la Ligue Nationale de Hockey (« LNH »);
 - la hausse de 6,0 % des charges d'exploitation des autres services spécialisés;
compensée en partie par :
 - la baisse de 15,8 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant d'une diminution des coûts de contenu, notamment au niveau de sa grille de programmation. De plus, au cours du premier trimestre 2014, le Réseau TVA avait absorbé des charges supplémentaires engendrées par la période électorale provinciale, ainsi que par des ajustements au coût de certaines licences de diffusion des années passées reliés à des clauses d'indemnisation contenues dans les garanties consenties par la Société.

Perte d'exploitation ajustée de 8 483 000 \$, soit une variation défavorable de 272 000 \$, expliquée principalement par:

- la hausse de 128,9% de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique par le fait que la chaîne doit absorber 100% des coûts de la nouvelle programmation, alors que la base d'abonnement n'a pas encore atteint son plein potentiel;
- la baisse de 31,2 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres services spécialisés attribuable à la combinaison de la baisse des revenus publicitaires et de la hausse des charges d'exploitation;

compensée en partie par :

- le passage d'une perte d'exploitation ajustée pour le Réseau TVA à un bénéfice d'exploitation ajusté, découlant principalement d'une baisse des coûts de contenu.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) sont relativement stables, passant de 109,0 % pour le premier trimestre 2014 à 108,1 % pour la même période de 2015.

Magazines

Comparaison des premiers trimestres 2015 et 2014

Produits d'exploitation de 13 456 000 \$, soit une baisse de 1 682 000 \$ (-11,1 %), malgré l'ajout de deux nouveaux magazines aux revenus du premier trimestre 2015, soit les revenus attribuables aux magazines « Femmes etc. » et « Tellement Bon ». Ce recul s'explique principalement par :

- la baisse de 14,6 % des revenus en kiosque, provenant principalement des magazines artistiques qui ont connu une baisse de 15,6%;
- la baisse de 13,5 % des revenus publicitaires pour l'ensemble des magazines provenant principalement des catégories suivantes :
 - Féminin : -18,9 %;
 - Artistiques : -11,9 %.

Fonds du Canada pour les périodiques

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 13,7 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois se terminant le 31 mars 2015 (12,7 % pour la période correspondante de 2014).

Statistiques de lectorat et de parts de marché

Rejoignant plus de 3,1 millions de lecteurs mensuellement et avec 54 % de parts de marché, Groupe TVA demeure l'éditeur de magazines numéro 1 au Québec. Les magazines hebdomadaires de ce secteur rejoignent 2,4 millions de lecteurs uniques chaque mois. Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, demeure le magazine hebdomadaire le plus lu avec près de 1,2 million de lecteurs chaque mois.

Source : PMB (Print Measurement Bureau) – Automne 2014, Canada total 12+

Charges d'exploitation de 12 518 000 \$, soit une baisse de 434 000 \$ (-3,4 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 10,3 % des charges d'exploitation des magazines artistiques découlant d'une diminution des coûts rédactionnels, des coûts de contenu et des frais promotionnels, générant des économies principalement au niveau du magazine « 7 Jours »;

compensée en partie par :

- la hausse des charges d'exploitation des magazines féminin découlant de l'inclusion des charges reliées au magazine « Femmes etc. » dont la première mise en marché a été effectuée en mars 2014 (six parutions au cours du premier trimestre 2015 comparativement à une parution pour la période correspondante de 2014);
- la hausse des charges d'exploitation des magazines de décoration et cuisine découlant de l'inclusion des charges reliées au magazine « Tellement bon » dont la première mise en marché a été effectuée en octobre 2014.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 938 000 \$, soit une variation défavorable de 1 248 000 \$, expliquée principalement par l'impact de la baisse des produits d'exploitation de ce secteur.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) de 93,0 % pour le premier trimestre de 2015 contre 85,6 % pour la même période de 2014. Cette augmentation s'explique principalement par la baisse des revenus en kiosque et des revenus publicitaires.

Services cinématographiques et audiovisuels

Comparaison des premiers trimestres 2015 et 2014

Les résultats d'exploitation reliés à l'acquisition de VG le 30 décembre 2014 ont générés les variations suivantes :

- une variation favorable de 9 084 000 \$ au niveau des produits d'exploitation;
- une variation défavorable de 9 230 000 \$ au niveau des charges d'exploitation;
- une variation défavorable de 146 000 \$ au niveau de la perte d'exploitation ajustée générée par ce nouveau secteur d'activités.

Les activités de ce nouveau secteur se divisent en trois grandes catégories et ont généré des contributions marginales positives durant le premier trimestre soient :

- la location de studios et d'équipements avec une marge de 19,1%;
- les services de post-production et d'effets visuels avec une marge de 4,1 %;
- la gestion d'actif et distribution avec une marge de 40,9 %.

Les frais d'administration et de ventes non-répartis à chacune des catégories ont été supérieurs à la contribution marginale totale et ont généré la perte d'exploitation ajustée du secteur pour le premier trimestre de 2015. Les résultats d'exploitation de cette période sont conformes aux projections budgétaires de la Société. Dû au caractère saisonnier des opérations de ce secteur, le premier trimestre de l'année est une période où les activités sont réduites, notamment en ce qui concerne la location de studios et d'équipements cinématographiques.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) de 101,6 % pour le premier trimestre de 2015.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	25 127 \$	4 872 \$
Émission de capital-actions, net des coûts de transaction	108 725	-
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(6 568)	(7 107)
Augmentation des placements	(2 081)	(1 421)
Autres	(667)	(552)
Diminution (augmentation) de la dette nette	124 536 \$	(4 208) \$
	31 mars 2015	31 décembre 2014
Situation à la fin :		
Dette à long terme	72 137 \$	72 757 \$
Instrument financier dérivé	1 030	547
Dette échéant à court terme	1 875	938
Facilité de crédit de la société mère	-	100 000
Moins espèces	(20 850)	4 486
Dette nette	54 192 \$	178 728 \$

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en hausse de 20 255 000 \$ pour la période de trois mois se terminant le 31 mars 2015 principalement dû à :

- la variation nette favorable des actifs et passifs d'exploitation de 27 495 000 \$, principalement attribuable à la hausse des droits à payer et des créiteurs et charges à payer, compensée par la hausse des émissions, droits de diffusion et distribution et stocks;

compensée en partie par :

- l'écart défavorable de 4 423 000 \$ au niveau des impôts exigibles;
- la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté de 1 666 000 \$; et
- la hausse des charges d'amortissement de 1 424 000 \$.

Fonds de roulement positif de 48 116 000 \$ au 31 mars 2015 comparativement à un fonds de roulement négatif de 33 062 000 \$ au décembre 2014. Cette hausse de 81 178 000 \$ est principalement attribuable :

- au remboursement de la facilité de crédit de la société mère et au niveau plus élevé des espèces suite à la réception du produit résultant de l'offre de droits de souscription clôturée au cours du mois de mars 2015;

compensé en partie par :

- la baisse des débiteurs;
- la hausse des droits de diffusion et de distribution à payer compte tenu des investissements importants effectués au niveau du contenu des services spécialisés.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 6 568 000 \$ pour le premier trimestre de 2015, comparativement à 7 107 000 \$ pour la même période de 2014, soit une baisse de 539 000 \$ (-7,6 %). Cette baisse est principalement attribuable à un retard dans le démarrage de certains projets d'investissements, notamment des projets techniques.

Variation nette des placements de 2 081 000 \$ durant le premier trimestre de 2015, comparativement à 1 421 000 \$ pour la même période de 2014. La Société a effectué une mise de fonds de 2 352 000 \$ dans SUN News (1 421 000 \$ pour le premier trimestre 2014) et a encaissé un dividende de 271 000 \$ lié à un placement de portefeuille (aucun encaissement pour la période correspondante de 2014).

Activités de financement

Dette à long terme (excluant les frais de financement reportés) relativement stable à 74 985 000 \$ au 31 mars 2015, comparativement à 74 737 000 \$ au 31 décembre 2014.

Situation financière au 31 mars 2015

Liquidités disponibles nettes de 170 142 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 149 292 000 \$ et des espèces de 20 850 000 \$.

Au 31 mars 2015, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6
Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 31 mars
(en milliers de dollars)

2016	1 875	\$
2017	4 688	
2018	7 500	
2019	10 501	
2020 et ultérieurement	50 421	
Total	74 985	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 3,9 années au 31 mars 2015 (4,2 années au 31 décembre 2014). La dette était constituée en totalité de dettes à taux variable au 31 mars 2015 et au 31 décembre 2014. La Société utilise un swap de taux d'intérêt pour fixer les déboursés d'intérêts futurs sur une tranche de 42 625 000 \$ de son prêt garanti à terme de 75 000 000 \$ qui porte intérêt à un taux variable.

La Société dispose également d'un crédit rotatif de 150 000 000 \$ (150 000 000 \$ au 31 décembre 2014) qui a été renouvelé le 3 novembre 2014 et venant à échéance le 24 février 2019. Au 31 mars 2015, une somme de 708 000 \$ avait été prélevée sur le crédit rotatif et était utilisée principalement pour des lettres de garantie (520 000 \$ au 31 décembre 2014).

Le 30 décembre 2014, dans le cadre du financement de l'acquisition de VG, la Société a obtenu une facilité de crédit de 100 000 000 \$ provenant de QMI. Le 20 mars 2015, la Société a utilisé le produit net de son offre de droits de souscription pour rembourser cette facilité de crédit.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiements de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 mars 2015, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2015

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 31 mars 2015 et 31 décembre 2014

(en milliers de dollars)

	31 mars 2015	31 décembre 2014	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>				
Débiteurs	126 557 \$	136 811 \$	(10 254) \$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Droits de diffusion et de distribution	42 617	31 989	10 628	Impact des investissements accrus en programmation et de la variation courante et saisonnière des activités.
<u>Passifs</u>				
Créiteurs et charges à payer	99 961	92 756	7 205	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Droits de diffusion et de distribution à payer	79 488	45 660	33 828	Impact des investissements au niveau de la programmation de « TVA Sports ».
Facilité de crédit de la société mère	-	100 000	(100 000)	Remboursement de la facilité de crédit via le produit généré par l'offre de droits de souscription.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2015, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	1 875 \$	12 188 \$	60 922 \$	- \$	74 985 \$
Paiement d'intérêts ¹	2 731	4 926	2 771	-	10 428
Droits de diffusion et de distribution	196 704	197 916	139 683	422 508	956 811
Autres engagements	11 811	10 024	3 755	2 122	27 712
Total	213 121 \$	225 054 \$	207 131 \$	424 630 \$	1 069 936 \$

¹ Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 31 mars 2015 sur l'emprunt à terme rotatif et incluent les frais de disponibilité sur celui-ci.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications concernant les droits de diffusion francophones pour le Canada de la LNH. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

Acquisition d'entreprise

Le 12 avril 2015, la Société a finalisé la transaction qui avait été annoncée le 17 novembre 2014 impliquant l'acquisition de 14 magazines, de trois sites web et des contrats relatifs à l'édition sur mesure appartenant à Transcontinental inc. pour une somme totale de 55,5 millions de dollars. Les produits et charges d'exploitation relativement aux actifs acquis seront comptabilisés aux livres de la Société à compter du 13 avril 2015 et seront intégrés principalement au secteur actuel des magazines.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du premier trimestre 2015, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 23 910 000 \$ (17 377 000 \$ au premier trimestre 2014).

Pour le premier trimestre de 2015, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 9 057 000 \$ (9 755 000 \$ pour le premier trimestre 2014).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 080 000 \$ pour le premier trimestre de 2015 (1 080 000 \$ pour le premier trimestre 2014).

SUN News

Au cours du premier trimestre 2015, la Société a continué d'effectuer des mises de fonds dans SUN News afin de couvrir les pertes opérationnelles jusqu'à la date de fermeture, en plus de couvrir les coûts reliés à la cessation des opérations. Au cours de cette période, une mise de fonds de 4 800 000 \$ (2 900 000 \$ pour la période comparative de 2014) a été effectuée par les sociétaires, dont 2 352 000 \$ par Groupe TVA (1 421 000 \$ en 2014) et 2 448 000 \$ par Corporation Sun Media (1 479 000 \$ en 2014), une société sous contrôle commun.

Ententes hors bilan

Garantie

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut avec des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisition de biens, des ententes de services et des contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les dépenses engagées en regard de circonstances spécifiques. Les termes de ces indemnisations peuvent varier d'une transaction à l'autre en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel qu'elle pourrait être tenue de verser à un tiers sur l'ensemble de ses engagements. Au premier trimestre 2014, des engagements spécifiques à risque qui s'élevaient à 4 700 000 \$ au 31 décembre 2013 avaient été comptabilisés dans les achats de biens et services.

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 31 mars 2015. De plus, 545 737 options d'achat d'actions classe B et 148 447 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 24 avril 2015.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 24 avril 2015
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Le 20 mars 2015, la Société a complété une offre de droits de souscription auprès de ses actionnaires, en vertu de laquelle elle a reçu un produit brut total de 110 000 000 \$ suite à l'émission de 19 434 629 actions classe B sans droit de vote. Les coûts de transaction de 1 700 000 \$, déduction faite des impôts sur le bénéfice de 500 000 \$, ont été comptabilisés au capital-actions comme une réduction du produit brut de l'émission.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2015, pour le secteur télédiffusion et production, ainsi que le secteur magazines, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

Le 30 décembre 2014, la Société a conclu l'acquisition de VG dont les activités sont présentées dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels. En raison du peu de temps écoulé entre la date d'acquisition et la date d'attestation du 31 mars 2015, la direction n'a pas été en mesure de terminer son analyse de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière de ce secteur. Au cours des prochains trimestres, la direction terminera son analyse de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière relative aux activités nouvellement acquises. Veuillez vous reporter aux tableaux 1, 2 et 3 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur ce secteur d'activités. Le tableau 10 fournit également certaines informations financières complémentaires.

Tableau 10
Informations financières complémentaires – Services cinématographiques et audiovisuels
(en milliers de dollars)

	31 mars 2015
Actifs courants	8 007 \$
Actifs non courants	121 628
Passifs courants	6 000
Passifs non courants	2 935

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être

raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupepva.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2014 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 5 mai 2015 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 5 mai 2015

Tableau 11
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2015		2014			
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin	
Exploitation						
Produits d'exploitation	126 514	\$	129 794	\$	94 525	\$ 109 700
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)	(7 691)	\$	7 424	\$	7 638	\$ 20 999
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(14 711)	\$	(4 148)	\$	(35 670)	\$ 9 163
Données par action de base et diluée						
Résultat par action de base et diluée	(0,57)	\$	(0,19)	\$	(1,50)	\$ 0,39
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	25 693		23 771		23 771	23 771
	2014		2013			
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin	
Exploitation						
Produits d'exploitation	105 321	\$	120 022	\$	102 217	\$ 111 507
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté	(6 025)	\$	20 334	\$	18 401	\$ 20 940
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(10 163)	\$	8 328	\$	6 325	\$ 6 981
Données par action de base et diluée						
Résultat par action de base et diluée	(0,43)	\$	0,35	\$	0,27	\$ 0,29
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771		23 771		23 771	23 771

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dûs, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins en facilité de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion et production, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosques qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en service de production des producteurs internationaux et locaux.

Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.